

Sous la coordination de
Olivier Gohin et Franck Durand

Volume 2

**Annuaire 2017 du droit
de la sécurité et de la défense**

mare & martin

Collection *Droit de la sécurité et de la défense*

Table des matières

Liste des contributeurs	7
Introduction par Franck DURAND	13

I

ACTES DU SÉMINAIRE SUR L'ÉTAT D'URGENCE, NÉCESSITÉ DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE (IPAG DE PARIS – UNIVERSITÉ PANTHÉON-ASSAS, 31 MARS 2016)

Comité scientifique :

Olivier GOHIN, Jérôme MILLET et Bertrand WARUSFEL	17
---	----

Évolution de la législation sur l'état d'urgence 19 |

1. Législation initiale : loi n° 55-385 du 3 avril 1955 instituant un état d'urgence et en déclarant l'application en Algérie.....	19
2. Législation modifiée applicable au 13 novembre 2015 : loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relatif à l'état d'urgence – Intitulé modifié par LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 – art. 176 (V)	23
3. Législation modificative du 20 novembre 2015 : loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions.....	30
4. CC, 19 février 2016, <i>Ligue des droits de l'homme</i> , décision n° 2016-536 QPC sur les perquisitions et saisies administratives dans le cadre de l'état d'urgence.....	35
5. Législation modificative du 21 juillet 2016 : loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste, Titre I ^{er} :.....	37

6. Législation modificative du 19 décembre 2016 : loi n° 2016-1767 du 19 décembre 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence	42
7. CC, 2 décembre 2016, <i>M. Raïme A</i> , décision 2016-600 QPC du 2 décembre 2016 sur les perquisitions administratives dans le cadre de l'état d'urgence (III).....	44
8. Législation modificative du 28 février 2017 : loi n° 2017-258 du 28 février 2017 relative à la sécurité publique, article 38 :	46
9. CC, 16 mars 2017, <i>M. Sofïyan I</i> , déc. 2017-624 QPC sur la durée maximale de l'assignation à résidence dans le cadre de l'état d'urgence....	47
10. CC, 9 juin 2017, <i>M. Emile L</i> , déc. 2017-635 QPC sur l'interdiction de séjour dans le cadre de l'état d'urgence	51
11. Législation sur l'état d'urgence en droit positif : dispositif consolidé au 13 juillet 2017 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence à laquelle renvoient les articles L. 2131-1 du code de la défense et L. 213-1 du code de la sécurité intérieure.....	52
Table des abréviations	67
La doctrine allemande de l'état d'exception par Markus C. KERBER	69
I. L'évolution historique.....	69
II. L'état d'exception et l'immigration de masse.....	70
L'état d'urgence : un régime semi-séculaire d'application exceptionnelle en France de 1955 à 2005 par Jérôme MILLET	73
I. Un régime qui a évolué.....	75
A. <i>Les évolutions portées par la loi du 7 août 1955</i>	75
B. <i>Les évolutions portées par l'ordonnance du 15 avril 1960</i>	76
II. Un régime éprouvé	77
A. <i>La crise algérienne</i>	77
B. <i>La crise calédonienne</i>	81
C. <i>La crise des banlieues</i>	82
III. Un régime contrôlé.....	84
A. <i>La décision du Conseil constitutionnel en date du 25 janvier 1985</i>	84
B. <i>L'important contentieux de 2005 soumis au juge administratif</i>	84
C. <i>La préservation de la place de l'autorité judiciaire au cours des perquisitions administratives</i>	85

Le régime de l'état d'urgence avant et après la loi du 20 novembre 2015

par Christian VALLAR.....	89
I. L'état d'urgence avant la loi du 20 novembre 2015 : la conciliation des exigences de la liberté et de la sauvegarde de l'ordre public	90
A. <i>Le régime juridique de la loi du 3 avril 1955 : le développement des prérogatives de police administrative</i>	90
B. <i>Les décrets de novembre 2015 : une pleine application de l'exception ...</i>	91
II. Les changements apportés par la loi du 20 novembre 2015 : extension des pouvoirs et quête de garanties	93
A. <i>La tentative de conciliation entre sécurité et libertés</i>	94
B. <i>L'échec de la tentative de constitutionnalisation</i>	98

L'état d'urgence : droit et contentieux constitutionnels

par Olivier GOHIN.....	101
I. Une réforme pour peu d'objet.....	110
A. <i>Une réforme inutile pour constitutionnaliser l'état d'urgence</i>	111
B. <i>Une réforme visant à consolider l'extension du contrôle parlementaire ..</i>	112
II. Une réforme de peu de contenu	114
A. <i>Les dispositions constitutionnelles contre trop de sécurité</i>	114
B. <i>Les dispositions constitutionnelles pour plus de liberté</i>	117

État d'urgence et autorité judiciaire

par Farah SAFI	121
I. État d'urgence et dessaisissement de l'autorité judiciaire au profit du parquet.....	123
A. <i>La confusion des enquêtes</i>	123
B. <i>L'effacement de l'instruction</i>	126
II. État d'urgence et dessaisissement de l'autorité judiciaire au profit de l'administration	129
A. <i>La confusion des rôles</i>	130
B. <i>Les conséquences de la confusion</i>	131

L'état d'urgence et le juge administratif

par Olivier RENAUDIE	143
I. Une compétence confortée	145
A. <i>Une compétence confortée par les textes</i>	145
B. <i>Une compétence confortée par la jurisprudence</i>	147
II. Un office efficace	149



A. Juger vite.....	150
B. Bien juger.....	152

État d'urgence et droit de la Convention européenne des droits de l'homme

par Thierry RAMBAUD	159
I. L'importante marge discrétionnaire de la République française dans le déclenchement de l'état d'urgence	164
A. Les raisons : des notions définies de manière large.....	165
B. La portée de cette conception étendue.....	166
II. L'encadrement souple par le droit européen des mesures dérogatoires adoptées dans le cadre de l'état d'urgence	167
A. Un contrôle insuffisant de la Cour européenne sur la mise en œuvre du régime de dérogation.....	168
B. L'aménagement d'un tempérament à la marge nationale d'appréciation des États traduisant une prise en compte de la « prééminence du droit » ...	171

État d'urgence : quand le droit rencontre la crise

par Bertrand WARUSFEL	175
1. Une réaction juridique appropriée à la gravité des événements.....	176
2. Dérives dans l'application ou basculement vers un « État de sécurité » ?	179

II

ACTES DU COLLOQUE SUR LE DROIT DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE EN 2016

(IPAG DE REIMS – UNIVERSITÉ DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE, JEUDI 29 & VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2016)

Comité scientifique :

Olivier DUPÉRON, Franck DURAND, Olivier GOHIN, Serge PUGEAULT et Béatrice THOMAS-TUAL.....	187
--	-----

ATELIER 1

INSTITUTIONS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE.....	189
--	------------

La France est-elle en état de guerre ?

par Florent BAUDE.....	191
I. La guerre en tant que simple constat présidentiel.....	194
A. La déclaration de guerre.....	195
B. L'agression armée	197



II. L'introuvable état de guerre.....	201
<i>A. L'identification du régime juridique de l'état de guerre</i>	201
<i>B. L'absence d'état de guerre.....</i>	205
Un droit de la sécurité nationale ? Approche constitutionnelle	
par Olivier GOHIN.....	211
I. La prépondérance dans la Constitution de l'institutionnel sur le fonctionnel.....	213
<i>A. La force de l'institutionnel dans les Constitutions françaises</i>	214
<i>B. La faiblesse du fonctionnel dans les Constitutions françaises</i>	217
II. La redéfinition dans la Constitution de l'institutionnel en relation avec le fonctionnel.....	218
<i>A. La difficile prise en compte dans la Constitution du fonctionnel en évolution</i>	219
<i>B. La recherche de nouvelles solutions institutionnelles dans la Constitution.....</i>	220
La réforme de la police parisienne : rupture ou continuité ?	
par Olivier RENAUDIE	227
I. La genèse de la réforme.....	229
<i>A. L'initiative de la maire de Paris.....</i>	230
<i>B. Le dépôt d'un projet de loi</i>	231
II. La substance de la réforme.....	232
<i>A. La modification de la répartition des compétences entre les autorités de police.....</i>	232
<i>B. La création d'une police municipale qui ne dit pas son nom</i>	234
Le rôle des préfets dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile	
par Fabien VALLÉE	239
I. La complexification du pouvoir de direction.....	244
<i>A. Complexification de la réglementation locale en matière de sûreté</i>	245
<i>B. Complexification de la coordination locale d'une multiplicité d'acteurs de la sûreté.....</i>	247
II. La simplification du pouvoir de contrôle.....	251
<i>A. Simplification du contrôle des personnes physiques.....</i>	252
<i>B. Simplification du contrôle des personnes morales.....</i>	258
L'organisation administrative du renseignement en France	
par Lilian DAILLY.....	267

I. La bureaucratisation du renseignement	270
A. <i>Les structures du renseignement extérieur et militaire (1981-1992)</i>	270
B. <i>Les structures du renseignement intérieur et policier (2008-2014)</i>	273
II. La modernisation du fonctionnement des administrations du renseignement.....	275
A. <i>Le rapprochement des services près du politique</i>	276
B. <i>Le décloisonnement des services</i>	278
 ATELIER 2	
MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC ET GENDARMERIE NATIONALE	281
 Le droit pénal des réunions, manifestations et attroupements	
par Christophe AUBERTIN	283
I. Les caractères généraux des infractions	285
A. <i>Le caractère politique</i>	285
B. <i>Le caractère collectif</i>	287
II. Les infractions imputables aux participants.....	289
A. <i>La contravention de dissimulation du visage</i>	289
B. <i>Les délits de participation illicite à un rassemblement</i>	290
III. Les infractions imputables aux instigateurs.....	292
A. <i>La provocation à attroupement délictueux</i>	293
B. <i>L'organisation irrégulière de manifestation</i>	294
 Le temps de travail des militaires de la Gendarmerie nationale	
par Jérôme MILLET	297
 Regards sur la loi Godfrain du 5 janvier 1988 relative à la fraude informatique	
par Marc WATIN-AUGOUARD.....	309
I. La loi Godfrain au regard de la jurisprudence.....	312
A. <i>L'accès ou le maintien frauduleux dans un STAD</i>	312
B. <i>L'entrave au fonctionnement d'un STAD</i>	315
C. <i>La protection pénale des données</i>	316
D. <i>L'analyse in concreto des atteintes aux STAD</i>	319
II. Une responsabilité pénale des hackers à géométrie variable.....	320
A. <i>Les cas d'aggravation</i>	320
B. <i>L'irresponsabilité pénale reconnue à certains acteurs étatiques</i>	324
C. <i>« Hackers Ethiques » et loi Godfrain</i>	326

La force de gendarmerie européenne (EUROGENDFOR) : contribution à l'Europe de la sécurité	
par Franck DURAND.....	335
I. La force de gendarmerie européenne : une souplesse organique et fonctionnelle atypique.....	339
A. <i>L'organisation de la force de gendarmerie européenne</i>	340
B. <i>Les modalités de mise en œuvre de la force de gendarmerie européenne</i>	343
II. La force de gendarmerie européenne : succès tactiques et limites politiques	347
A. <i>Les missions accomplies par la force de gendarmerie européenne</i>	347
B. <i>Les enjeux politiques européens en matière de sécurité</i>	353

Opération Sentinelle et responsabilité des militaires	
par Marie-Charlotte DIZÈS et Béatrice THOMAS-TUAL	363
I. Le militaire auteur d'un préjudice : une exonération de responsabilité élargie	366
A. <i>L'exonération de responsabilité et l'extension de la notion de faute de service</i>	366
B. <i>L'irresponsabilité pénale du militaire : l'élargissement discutabile des règles de droit commun</i>	369
II. Le militaire victime d'un préjudice : une protection limitée	372
A. <i>Une adaptation timide de la protection fonctionnelle</i>	373
B. <i>La question de la réparation du préjudice pour le militaire et ses ayants droit</i>	374

ATELIER 3	
MOYENS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE	377
Le renseignement pénitentiaire	379
par Alexis DEPRAU	379
I. Le bureau du renseignement pénitentiaire, un service de renseignement à part entière.....	380
A. <i>L'organisation du renseignement pénitentiaire</i>	380
B. <i>La mission de renseignement justifiée par les menaces à la sécurité intérieure</i>	382
II. Un renseignement permis grâce aux outils de renseignement	386
A. <i>Les outils administratifs du renseignement opérationnel</i>	387
B. <i>Des outils administratifs similaires aux techniques de renseignements et/ou aux techniques spéciales d'enquête</i>	389
C. <i>La réponse opérationnelle assurée par des unités spécialisées</i>	391

Le conseil en sûreté en France, cet orphelin de la loi du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité	
par Guillaume FARDE	395
I. Le conseil en sûreté en France : essai de définition	397
A. <i>Le périmètre et l'évolution de l'activité</i>	397
B. <i>L'état de la réglementation</i>	400
II. Les modalités et attendus d'un contrôle de la profession	402
A. <i>La philosophie du contrôle</i>	402
B. <i>L'effectivité du contrôle</i>	404
Police municipale et fichiers informatiques	
par Mélanie FÈVRE	407
I. L'accès encadré de la police municipale aux fichiers informatiques....	409
A. <i>Des fichiers respectant le cadre juridique imposé par la CNIL</i>	409
B. <i>L'accès parcimonieux des policiers municipaux aux fichiers</i>	412
II. La responsabilité de l'exécutif et de l'agent en matière de fichier	415
A. <i>Le maire et le respect du cadre juridique des fichiers</i>	415
B. <i>L'agent de police municipale et l'utilisation illégale des fichiers</i>	419
La sécurité civile dans la politique de sécurité et de défense	
par Bertrand PAUVERT	425
I. La sécurité civile, nécessité de la politique de sécurité et de défense..	429
A. <i>La consécration d'une vision globale de la sécurité et de la défense</i>	429
B. <i>La traduction d'une vision globale de la sécurité et de la défense</i>	431
II. La sécurité civile, oubliée de la politique de sécurité et de défense ..	434
A. <i>L'imprécision de la répartition des compétences</i>	435
B. <i>Les faux-semblants de l'esprit de défense</i>	437
Protection des données personnelles, objets connectés et chiffrement des données	
par Maximilien LANNA	443
I. La dispersion des données personnelles des individus.....	445
A. <i>Les objets connectés, vecteur de dispersion des données personnelles</i>	445
B. <i>Les objets connectés, objets juridiques insaisissables</i>	448
II. Des exigences contradictoires en matière de protection des données	449
A. <i>La sécurité publique, limite légitime à la protection des données</i>	449
B. <i>Le renforcement de la protection des données</i>	452



Conseillers juridiques opérationnels dans les armées des États membres de l'OTAN et nouveaux modes de conflit

par Nicolas LE SAUX 455

I. Genèse et évolution des conseillers juridiques opérationnels dans les forces de l'OTAN 457

A. *L'influence américaine, une intégration horizontale* 457

B. *Le modèle du LEGAD des armées de certains États membres de l'OTAN*..... 459

II. Impact des nouveaux modes de conflits..... 463

A. *L'applicabilité du droit*..... 464

B. *Rôles et responsabilités du LEGAD dans ce nouveau type d'engagements*..... 466

Conclusion..... 469

ATELIER 4

TERRORISME ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME..... 471

L'Union européenne face au défi de la radicalisation terroriste : sous la tunique de la « nouvelle gouvernance », le retour de l'intergouvernemental ?

par Pierre BERTHELET 473

I. Une action européenne très opérationnelle, à la normativité faible ... 476

A. *De la lutte antiterroriste à la lutte contre la radicalisation*..... 476

B. *Une action de nature pragmatique* 480

C. *Le Réseau de sensibilisation à la radicalisation, cheville ouvrière du dispositif institutionnel* 484

II. Une action européenne à caractère pratique, manifestation de la « **nouvelle gouvernance** » 487

A. *La « nouvelle gouvernance » comme alternative à la méthode communautaire* 487

B. *Un mode d'action privilégiant la flexibilité et l'absence de contrainte*... 491

C. *Un retour de la méthode intergouvernementale sous les traits de la nouvelle gouvernance*..... 495

La déchéance de nationalité pour terrorisme et le droit international public

par Pascale MARTIN-BIDOU 499

I. La reconnaissance du droit à une nationalité en droit international public..... 502

A. *L'incertitude des textes*..... 502





B. <i>Le droit à la nationalité : une coutume internationale ?</i>	504
II. L'encadrement de la déchéance par le droit international public.....	508
A. <i>L'interdiction de la privation arbitraire de la nationalité</i>	508
B. <i>La protection par le droit international</i>	509

Légitime défense et lutte contre le terrorisme : légalité internationale et justifications nationales

par Anne-Sophie TRAVERSAC.....	515
I. Le temps de l'argument de légitime défense.....	519
A. <i>La sinueuse et ambiguë abondance des arguments français</i>	520
B. <i>La systématisation de la légitime défense comme fondement juridique de la lutte contre le terrorisme</i>	525
II. L'argument de légitime défense dans le temps.....	527
A. <i>Les faiblesses institutionnelles avérées des Nations Unies dans le cadre de la lutte contre le terrorisme</i>	528
B. <i>D'une exception durable au droit commun : l'état de légitime défense perpétuelle</i>	531

Vigipirate et la lutte contre l'intimidation de la menace terroriste

par Thomas BOUSSARIE.....	533
I. Vigipirate, un instrument de droit souple de lutte contre l'intimidation.....	538
A. <i>Le support : un « espace d'expression juridique » original</i>	538
B. <i>Le contenu : une juridicisation de la communication publique</i>	539
II. Vigipirate, un instrument perfectible de lutte contre l'intimidation.....	543
A. <i>L'inadaptation à l'intensité de la menace terroriste</i>	543
B. <i>Les effets contestables de la communication publique</i>	544

La sécurité privée et la prévention du terrorisme

par Xavier LATOUR.....	547
I. La sécurité privée, un acteur bridé de la prévention du terrorisme....	549
A. <i>L'élargissement progressif des missions</i>	550
B. <i>Les moyens limités</i>	553
II. La sécurité privée, un acteur discuté de la prévention du terrorisme	555
A. <i>Des missions incertaines</i>	555
B. <i>Des moyens sensibles</i>	558



Conférence publique de clôture. Sécuriser la liberté : gardien de la paix par Patrick LACLÉMENCE	563
I. Vivre avec nos paradoxes	564
A. <i>Le paradoxe de violence</i>	564
B. <i>Violence et délinquance : un amalgame</i>	564
C. <i>Paradoxe de la tolérance</i>	565
II. Mutations et variations des « <i>modus operandi</i> »	567
A. <i>De la délinquance à la violence de frustrations</i>	567
B. <i>Globalisation : une frayeur à « grand spectacle »</i>	567
C. <i>Le « global player » : mondialisation des peurs</i>	568
III. Sécurité globale : un défi de liberté	569
A. <i>Sécurité globale : Une vision partagée</i>	569
B. <i>Liberté et sécurité : une approche globale</i>	570
C. <i>Entre Continuité et permanence : protéger la décision</i>	571
D. <i>L'État, gardien de la paix publique</i>	571